



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/3/1/Add.1
16 novembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Troisième session
Novembre-8 décembre 2006*
Point 1 de l'ordre du jour provisoire

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ

Établi par le Secrétaire général

* La troisième session du Conseil s'ouvrira immédiatement après la clôture de la reprise de sa deuxième session, qui sera convoquée le 27 novembre 2006.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Point</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.....	1 – 4	3
2. Application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006 intitulée «Conseil des droits de l'homme».....	5 – 23	3
a) Rapports des mécanismes et mandats	5	3
b) Examen et renforcement des institutions	6 – 17	4
c) Autres questions de fond.....	18 – 19	5
d) Suivi des décisions du Conseil des droits de l'homme	20 – 23	6
3. Rapport à l'Assemblée générale sur la troisième session du Conseil	24	6

Point 1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil sera saisi de l'ordre du jour provisoire (A/HRC/3/1) proposé par le Président du Conseil des droits de l'homme, ainsi que du présent document, contenant les annotations relatives aux points inscrits à l'ordre du jour provisoire.

Organisation des travaux de la session

2. À sa première session, dans sa décision 1/105 du 30 juin 2006, le Conseil a adopté le projet de schéma de programme de travail du Conseil des droits de l'homme pour la première année, dans lequel il était envisagé que la troisième session du Conseil se tienne du 27 novembre au 8 décembre 2006. Eu égard à la décision ultérieure du Conseil de convoquer la reprise de sa deuxième session le 27 novembre 2006 (voir plus loin, par. 23), la troisième session du Conseil s'ouvrira immédiatement après la clôture de la reprise de sa deuxième session. Les rubriques du programme de travail qu'il est prévu d'examiner à la troisième session du Conseil sont indiquées avec plus de détail sous le point 2 (voir plus loin, par. 5 à 23).

3. L'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale stipule que chaque Commission «adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles» (A/520/Rev.15). En conséquence, le Conseil sera saisi pour approbation d'un projet de calendrier indiquant l'ordre dans lequel sera examiné chaque point de l'ordre du jour/rubrique de son programme de travail pour la session et le temps alloué à cet examen.

Composition du Conseil des droits de l'homme

4. La composition du Conseil pour 2006 est la suivante (on indique entre parenthèses l'année d'expiration du mandat de chaque État): Afrique du Sud (2007); Algérie (2007); Allemagne (2009); Arabie saoudite (2009); Argentine (2007); Azerbaïdjan (2009); Bahrein (2007); Bangladesh (2009); Brésil (2008); Cameroun (2009); Canada (2009); Chine (2009); Cuba (2009); Djibouti (2009); Équateur (2007); Fédération de Russie (2009); Finlande (2007); France (2008); Gabon (2008); Ghana (2008); Guatemala (2008); Inde (2007); Indonésie (2007); Japon (2008); Jordanie (2009); Malaisie (2009); Mali (2008); Maroc (2007); Maurice (2009); Mexique (2009); Nigéria (2009); Pakistan (2008); Pays-Bas (2007); Pérou (2008); Philippines (2007); Pologne (2007); République de Corée (2008); République tchèque (2007); Roumanie (2008); Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2008); Sénégal (2009); Sri Lanka (2008); Suisse (2009); Tunisie (2007); Ukraine (2008); Uruguay (2009); Zambie (2008).

Point 2. Application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006 intitulée «Conseil des droits de l'homme»

a) Rapports des mécanismes et mandats

5. Conformément à la décision 1/105 du 30 juin 2006, il n'a été prévu d'examiner aucun rapport de procédure spéciale, ni aucun rapport et autres documents établis par le Secrétariat, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ou par le Secrétaire général au cours de la troisième session du Conseil. Cependant, le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, M. Juan E. Mendez, n'ayant pu assister à

la deuxième session du Conseil, la présentation du rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action en cinq points et les activités du Conseiller spécial pour la prévention du génocide (E/CN.4/2006/84) aura lieu à la troisième session du Conseil et sera suivie d'un dialogue interactif avec le Conseiller spécial.

b) Examen et renforcement des institutions

Rapports intérimaires et poursuite du débat ou décisions sur le mécanisme intersessions concernant l'examen périodique universel

6. Au paragraphe 5 e) de sa résolution 60/251, l'Assemblée générale a décidé que le Conseil aurait pour vocation, notamment, de procéder à un examen périodique universel, sur la foi d'informations objectives et fiables, de la manière dont chaque État s'acquitte de ses obligations et engagements en matière de droits de l'homme de façon à garantir l'universalité de son action et l'égalité de traitement de tous les États; se voulant une entreprise de coopération fondée sur un dialogue auquel le pays concerné serait pleinement associé et qui tiendrait compte des besoins du pays en matière de renforcement de ses capacités, cet examen viendrait compléter l'œuvre des organes conventionnels sans faire double emploi; le Conseil déciderait des modalités de l'examen périodique universel et du temps qu'il faudrait y consacrer dans l'année qui suivrait sa première session.

7. À sa première session, dans sa décision 1/103, le Conseil a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental intersessions, à composition non limitée, chargé d'élaborer les modalités de la procédure d'examen périodique universel, et prié le Groupe de travail de lui faire régulièrement rapport l, à compter de septembre 2006, sur les progrès accomplis dans l'élaboration des modalités de l'examen périodique universel et le temps qu'il faudrait y consacrer, comme l'Assemblée générale l'avait demandé à l'alinéa e du paragraphe 5 et au paragraphe 9 de sa résolution 60/251. Le Conseil a aussi décidé que le Groupe de travail disposerait de 10 jours (ou 20 séances de 3 heures chacune) de réunions bénéficiant de tous les services voulus, et qu'il se donnerait suffisamment de temps et de latitude pour élaborer la procédure d'examen périodique universel.

8. À sa deuxième session, dans sa décision 2/102, le Conseil a pris note des mises à jour faites au sujet de l'état d'avancement des consultations informelles du Groupe de travail sur la procédure d'examen périodique universel.

9. À la présente session, le facilitateur nommé par le Président du Conseil rendra compte de l'état d'avancement des consultations du Groupe de travail, qui s'est réuni du 13 au 24 novembre 2006.

Rapports intérimaires et poursuite du débat ou décisions sur les mécanismes intersessions concernant l'examen des mandats, mécanismes, fonctions et attributions

10. Dans sa résolution 60/251, l'Assemblée générale a décidé que le Conseil assumerait, réexaminerait et au besoin améliorerait et rationaliserait tous les mandats, mécanismes, fonctions et attributions de la Commission des droits de l'homme de façon à maintenir le régime des procédures spéciales, ainsi qu'un mécanisme de conseil et de plainte; le Conseil achèverait cet examen dans l'année qui suivrait sa première session (par. 6).

11. Dans sa décision 1/104, le Conseil a décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental, à composition non limitée, chargé de formuler des recommandations

concrètes sur la question du réexamen et, au besoin, de l'amélioration et de la rationalisation de tous les mandats, mécanismes, fonctions et attributions, de façon à maintenir un régime de procédures spéciales, ainsi qu'un mécanisme de conseil et de plainte, conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, dans le cadre de consultations ouvertes à tous, se tenant entre les sessions, transparentes, bien programmées et inclusives, avec la participation de toutes les parties prenantes.

12. Dans la même décision, le Conseil a décidé également que le Groupe de travail disposerait de 20 jours (ou 40 séances de 3 heures chacune) de réunions bénéficiant de tous les services voulus, et qu'il se donnerait suffisamment de temps et de latitude pour s'acquitter de son mandat. Le Conseil a prié le Groupe de travail de lui faire régulièrement rapport, à compte de septembre 2006, sur les progrès accomplis pour permettre de mener à bien cet examen, comme il est demandé au paragraphe 6 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale.

13. À sa deuxième session, dans sa décision 2/102, le Conseil a pris note de la mise à jour faite au sujet de l'état d'avancement des consultations informelles du Groupe de travail sur l'application du paragraphe 6 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale. Le Conseil a aussi décidé de transmettre les observations de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme sur le futur mécanisme de conseil d'experts du Conseil des droits de l'homme au Groupe de travail créé en application de la décision 1/104 du Conseil.

14. À la présente session, les trois facilitateurs nommés par le Président du Conseil des droits de l'homme sur l'examen des mandats, le mécanisme de conseil d'experts et la procédure de plainte rendra compte au Conseil des progrès réalisés dans leur domaine de responsabilité respectif par le Groupe de travail, qui s'est réuni du 13 au 24 novembre 2006.

Méthodes de travail

15. Dans sa résolution 60/251, l'Assemblée générale a décidé que les méthodes de travail du Conseil seraient transparentes, équitables et impartiales et favoriseraient un véritable dialogue, qu'elles seraient axées sur les résultats et ménageraient l'occasion de débats sur la suite donnée aux recommandations adoptées et sur leur application ainsi que l'occasion d'échanges sur les questions de fond avec les procédures et mécanismes spéciaux (par. 12).

16. Conformément à la décision 1/105 du Conseil, une rubrique concernant les méthodes de travail figure au programme de travail du Conseil à ses troisième et quatrième sessions.

Ordre du jour

17. Conformément à la décision 1/105 du Conseil, une rubrique sur l'ordre du jour figure au programme de travail du Conseil à ses troisième et quatrième sessions.

c) Autres questions de fond

État de la situation présenté par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

18. Conformément au programme de travail du Conseil figurant dans sa décision 1/105, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme fera le point sur ses activités devant le Conseil à sa troisième session et aura un dialogue interactif avec celui-ci.

Autres questions touchant la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris les initiatives, questions, décisions ou résolutions émanant des délégations

19. Conformément au programme de travail du Conseil figurant dans sa décision 1/105, une rubrique sur les autres questions touchant la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris les initiatives, questions, décisions ou résolutions émanant des délégations figure dans le programme de travail du Conseil à sa troisième session. En application de la décision susvisée, les délégations devraient communiquer ces initiatives/questions/décisions/résolutions par l'entremise du secrétariat, si possible 15 jours au moins avant la session. Au 16 novembre 2006, aucune proposition de ce type n'était présentée au secrétariat.

d) Suivi des décisions du Conseil des droits de l'homme

20. Conformément à la décision 2/103 du Conseil, une rubrique intitulée «Suivi des décisions du Conseil des droits de l'homme» a été ajoutée au programme de travail figurant dans la décision 1/105 du Conseil.

21. Dans sa décision 1/106, le Conseil a décidé d'inscrire la question des violations des droits de l'homme et des incidences de l'occupation par Israël de la Palestine et d'autres territoires arabes occupés à l'ordre du jour de ses sessions suivantes. Dans sa résolution S-1/1 adoptée à sa première session extraordinaire, le Conseil a décidé de dépêcher d'urgence une mission d'enquête dirigée par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

22. Conformément à la résolution S-2/1 adoptée à sa deuxième session extraordinaire, le Conseil sera saisi à la présente session du rapport de la Commission d'enquête sur le Liban (A/HRC/3/2) et aura un dialogue interactif avec les trois commissaires.

23. Le présent document ne renvoie pas aux projets de résolution et projets de décision qui ont été présentés à la deuxième session du Conseil des droits de l'homme. Suite à une décision adoptée par le Conseil à sa vingt-neuvième séance, le 6 octobre 2006, l'examen de ces projets de proposition et les décisions à prendre à leur sujet ont été reportés à la reprise de la deuxième session du Conseil qui sera convoquée le 27 novembre 2006 (voir A/HRC/2/L.10, par. 10).

Point 3. Rapport à l'Assemblée générale sur la troisième session du Conseil

24. Comme lors des sessions précédentes, le Conseil sera saisi pour adoption d'un projet de rapport établi par le Rapporteur. Seront reproduites dans ce rapport les décisions prises sur toute question indiquée dans le présent ordre du jour provisoire annoté. Ce rapport contiendra également le texte des déclarations qu'aura pu faire le Président ainsi qu'un résumé technique des débats tenus au cours de la troisième session.
